

**SOCIÉTÉ DE TIR AU PISTOLET
1315 LA SARRAZ**



Statuts de la SOCIÉTÉ DE TIR AU PISTOLET DE LA SARRAZ

I. Nom, siège et but de la société

Art. 1

La société de tir au pistolet de La Sarraz, fondée en 1952 ayant son siège à La Sarraz (ci-après société), est une association au sens de l'art. 60 ss. du Code Civil Suisse.

Son but est de maintenir et de promouvoir l'aptitude au tir de ses membres dans l'intérêt de la défense nationale. Elle organise les exercices fédéraux conformément aux directives de la Confédération. En outre, elle promeut le tir sportif, la formation de la relève, les sentiments patriotiques et soigne la camaraderie.

Avec l'ensemble de ses membres, la société fait partie de la Société Vaudoise des Carabiniers et de la Fédération sportive suisse de tir. Elle est également membre de l'Assurance accidents des sociétés suisses de tir (USS).

II. Sociétariat

Art. 2

La société comprend les membres actifs (adolescents, juniors, élite, seniors, vétérans et seniors vétérans) et les membres d'honneur. Elle dresse un état de ses membres licenciés et de ses autres membres conformément à celui de l'Administration de la Fédération et des Sociétés de la Fédération sportive suisse de tir.

Tous les citoyens suisses jouissant des droits civiques, de même que les adolescents atteignant l'âge de 10 ans dans l'année en cours, peuvent être membres de la société.

Les ressortissants étrangers peuvent être admis en qualité de membres si l'autorisation des autorités militaires cantonales a été accordée.

Art. 3

La demande d'admission peut être effectuée oralement ou par écrit auprès du comité. Ce dernier décide de l'admission ou du refus. Le droit de recours des membres devant l'Assemblée générale est réservé.

Art. 4

Les membres contrevenant aux intérêts et au prestige de la société, ne se soumettant pas aux directives des instances compétentes de la société ou de l'autorité de surveillance ou ne remplissant pas leurs obligations financières peuvent, sur proposition du comité, être exclus par l'Assemblée générale.

Art. 5

La démission de la société a lieu pour la fin de l'exercice annuel; elle ne devient juridiquement effective que lorsque les obligations financières pour l'exercice en cours ont été honorées et après confirmation écrite du comité.

Par la démission, respectivement l'exclusion, tous droits à la fortune et aux rétributions en tous genres de la société sont abrogés.

Art. 6

Sur proposition du comité, l'Assemblée générale peut nommer des membres d'honneur:

- a. Les personnes qui ont rendu d'éminents services à la société et à la cause du tir en général.
- b. Les tireurs ayant oeuvré durant au moins 10 ans au sein du comité de la société, de la direction des cours de Jeunes Tireurs ou de formation.

Les années d'activité au comité peuvent être comptées à double. Le membre d'honneur continue à payer ses cotisations aussi longtemps qu'il participe aux exercices de tir de la société.

III. Organisation

Art. 7 Les organes de la société sont:

- a. L'Assemblée générale
- b. Le comité
- c. La commission de vérification des comptes

Art. 8

L'Assemblée générale ordinaire de la société a lieu en principe au cours du 1er trimestre de l'année et traite les objets suivants (selon l'ordre du jour proposé):

- Appel
- Nomination des scrutateurs
- Approbation du procès-verbal de la dernière assemblée générale
- Approbation du rapport annuel
- Approbation des comptes annuels
- Fixation des cotisations annuelles
- Approbation du budget
- Décision sur l'organisation de manifestations de tir ou d'autres manifestations de société
- Participation aux manifestations de tir
- Fixation des montants versés aux participants de manifestations de tir

- Approbation du programme annuel
- Explications sur les prescriptions de tir de la Confédération et des fédérations
- Election:
 - a. du comité, des vérificateurs des comptes
 - b. du président (au sein des membres élus du comité)
- Honorariat (présidents et membres d'honneur, honorariat de tireurs méritants etc.)
- Révision des statuts
- Fusion et dissolution de la société
- Traitement des propositions du comité et des membres de la société

Art. 9

Les Assemblées générales peuvent être convoquées:

- a. Par le comité
- b. A la demande d'un cinquième des membres de la société.

Le comité doit répondre au plus tard dans un délai de deux mois à une demande des membres de la société.

Art. 10

1 Chaque Assemblée générale peut valablement délibérer si son déroulement et les points de l'ordre du jour ont été communiqués aux membres par une convocation écrite (par lettre, fax ou courriel) au moins 10 jours à l'avance.

2 Les propositions ne figurant pas à l'ordre du jour ne peuvent être traitées que lors de la prochaine Assemblée générale.

3 Les votations et les élections ont lieu à main levée (pour autant qu'il n'en soit pas décidé autrement). Les abstentions ne sont pas prises en compte. Le président prend part au vote et départage en cas d'égalité des voix.

Art. 11

Le comité est élu pour une durée de 2 ans et comprend au moins 3 ou au maximum 7 membres. Il se constitue lui-même (à l'exception de la présidence).

Art. 12

Les vérificateurs des comptes sont élus pour une durée de fonction de 2 ans. 2 vérificateurs et un suppléant sont élus par l'assemblée générale. Chaque année, le plus ancien vérificateur en activité est remplacé par le suppléant.

IV. Obligations du comité et des réviseurs aux comptes

Art. 13

Le comité se compose au minimum du président, du caissier et du secrétaire.

Art. 14

1 Le comité assume pleinement la responsabilité des activités de tir et de l'information. Il traite tous les objets qui ne relèvent pas de la compétence de l'Assemblée générale, notamment:

- La nomination des délégués aux sociétés de l'échelon supérieur
- L'établissement du programme des tirs

- La préparation et la direction des exercices de tir et des autres manifestations de la société
- La gestion de la fortune
- L'élaboration du budget et des comptes annuels
- L'élaboration des objets pour les assemblées de la société
- L'établissement de comptes-rendus, de rapports et de statistiques
- L'application des décisions et des statuts de la société

2 Le président représente la société à l'extérieur. Il dirige les assemblées et les séances du comité. Il exerce la haute surveillance sur la société et les activités de tir. Il établit un rapport annuel à l'intention de l'Assemblée générale.

Il détient, conjointement avec un deuxième membre du comité le droit de signature engageant juridiquement la société.

3 Le secrétaire tient le procès-verbal et traite la correspondance. Il établit le rapport de tir. Il est responsable de la tenue et du contrôle des feuilles de stand, ainsi que de l'inscription dans le livret de service ou dans le livret de performances des militaires et des détenteurs d'armes en prêt.

4 Le caissier gère les finances de la société. Il est responsable de la tenue de l'état des membres. Il soumet les comptes annuels et le budget à l'Assemblée générale ordinaire. Il place les fonds non destinés au règlement des obligations de la société sur des valeurs portant intérêts.

5 Le moniteur de tir est responsable de la surveillance des tireurs. Pour la formation, l'ordonnance sur le tir, respectivement l'ordonnance sur les cours de tir du DDPS sont valables. En tant que moniteur auxiliaire, il peut être affecté à la formation, pour autant qu'il ait suivi un cours de tir. La haute surveillance des activités de tir est confiée à un moniteur de tir.

6 Le gérant des munitions s'occupe de l'acquisition et de la répartition des munitions, de la récupération des douilles et de la restitution du matériel d'emballage.

7 Le gérant du matériel s'occupe de l'acquisition et de la conservation du matériel de la société.

8 Le comité règle les remplacements.

Art. 15

Chaque membre du comité est responsable de la gestion de son mandat envers la société et des biens qui lui ont été confiés; il en répond.

Art. 16

Le comité peut valablement décider si, mis à part le président, au moins la moitié des membres est présente.

Le président prend part au vote et départage en cas d'égalité des voix.

Art. 17

Les vérificateurs ont l'obligation de vérifier les comptes annuels au terme de l'exercice comptable et d'établir par écrit un rapport et des propositions à l'intention de l'Assemblée générale ordinaire.

Art. 18

Le comité règle la reprise des abonnements obligatoires à l'organe de publication officiel et la remise des licences aux membres de la société.

V. Finances

Art. 19

L'exercice comptable débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 20

Pour autant que les présents statuts ne prévoient pas autre chose, les obligations financières de la société sont exclusivement garanties par les avoirs de la société.

VI. Généralités et dispositions finales

Art. 21

Tous les exercices de tir doivent être rendus publics selon les prescriptions locales.

Art. 22

Une révision des statuts peut avoir lieu sur proposition du comité ou à la demande d'un cinquième des membres ayant droit de vote.

La décision est prise lors d'une Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire convoquée à cet effet.

Art. 23

La dissolution de la société peut avoir lieu:

- sur proposition du comité ou
- à la demande d'un cinquième des membres ayant droit de vote.

La dissolution doit être prise à une majorité des 2/3 des membres présents ayant droit de vote.

Art. 24

La dissolution de la société ne pourra être prononcée que si le nombre de membres tireurs descend en-dessous de 15 ou sur décision des ¾ des membres.

La fortune de la société sera confiée à la Municipalité de La Sarraz pour être mise à la disposition d'une nouvelle société qui pourrait se constituer dans la région de La Sarraz, à condition que son but soit conforme l'article 1 des présents statuts et qu'elle soit membre de la société cantonale.

Art. 25

Les présents statuts ont été approuvés par l'Assemblée générale de ce jour et entreront en vigueur après approbation par la Société Vaudoise des Carabiniers et le Service de la Sécurité civile et militaire du canton de Vaud.

Dès leur entrée en vigueur les dispositions antérieures sont abrogées.

Approuvés par la société de tir au pistolet de La Sarraz le 13 mars 2008

Le président :


Claude Gmünder

Le secrétaire :


Antonio Scorrano

Approuvés par la Société Vaudoise des Carabiniers

Lieu :

Date :

Le président :


Pierre-André Haas

La secrétaire :


Nicole Pétermann

Approuvés par le Service de la sécurité civile et militaire du canton de Vaud (SSCM)

Lieu : Gollion.....

Date : 11 août 2008.....

Le Chef de service :


Laurent HUSSON